

*Serge Mallet*

## LA NOUVELLE CLASSE OUVRIÈRE ET LE SOCIALISME

Qui veut élaborer une stratégie et une tactique du mouvement ouvrier, doit tenir compte du caractère concret, du visage réel des classes et des groupes qui s'affrontent dans le combat social. Marx a élaboré le concept philosophique du prolétariat en tant qu'agent de l'histoire, de "sujet universel". Mais dans ses oeuvres politiques, dans celles qui se rapportent à des situations précises, il s'est toujours gardé de systématiser les sociétés qu'il analyse aux deux grandes classes du *Capital* : dans *Révolution et contre-révolution en Allemagne*, il distingue huit classes sociales ; il en dénombre sept dans *la lutte des classes en France*.

Si tous les théoriciens marxistes ont admis sans réserves ces distinctions à l'intérieur de la bourgeoisie ou de la paysannerie, une gêne a toujours marqué leurs positions à l'égard des différenciations à l'intérieur de la classe ouvrière. Proudhon, lui, parlait des "classes ouvrières", mais il englobait dans son analyse les couches semi artisanales qui conservaient la propriété de leurs moyens de production. Attachés à définir le rôle spécifique de la classe ouvrière, les marxistes ont souvent été amenés à déduire du concept philosophique du prolétariat une unité sociologique de la classe ouvrière, qui en réalité, n'a jamais existé. Cette tendance s'est particulièrement affirmée avec le développement des idées léninistes et l'influence prise par le marxisme russe à la suite de la révolution d'Octobre. La classe ouvrière russe de l'époque où Lénine écrivait *Le Développement du Capitalisme en Russie*, apparaît singulièrement homogène en regard des diversifications qui caractérisent déjà le prolétariat occidental. Elle reflétait à la fois le caractère encore primitif du capitalisme industriel russe et les traits semi féodaux de la Russie tsariste, où le maintien des institutions serviles en plein 19<sup>ème</sup>, institutions au sein desquelles l'industrie elle-même a pris naissance, a freiné la formation d'une classe d'ouvriers industriels économiquement, technologiquement et sociologiquement distincts de la paysannerie servile.

S'érigeant en conscience concrète de cette classe ouvrière encore en formation et prenant le pouvoir en son nom, le parti allait tout naturellement tendre à magnifier le concept de classe ouvrière, progressivement débarrassé de tout rapport avec la vérité sociologique des ouvriers d'industrie. La période stalinienne a vu s'étendre cette situation aux partis du monde occidental. Dans certains pays comme l'Angleterre et la Belgique où le Parti communiste n'a jamais pris racine dans la classe ouvrière, cette assimilation du parti à une classe ouvrière mythique, la classe ouvrière réelle se situant à l'extérieur de la zone d'influence du Parti communiste, a abouti souvent à des situations caricaturales. En fait, le mouvement autonome de la classe ouvrière se développait ici sans que le parti y ait la moindre part. Dans un pays comme la France où par héritage historique le parti communiste bénéficiait d'une audience ouvrière qu'il a su développer à plusieurs reprises, notamment en 1936, la situation était plus complexe. La réalité de son insertion dans la classe ouvrière a garanti le P.C. français contre les excès les plus flagrants de ce subjectivisme. Dans la pratique de la lutte des classes, les communistes français ne sont jamais tombés dans l'aventurisme qu'engendre inévitablement le dédain des conditions concrètes dans lesquelles évolue la classe ouvrière. Mais ils ont toujours éprouvé les plus sérieuses difficultés à analyser concrètement ses conditions et à en tirer des leçons pour l'élaboration d'une stratégie offensive.

Dans la théorie officielle du Parti communiste français, la seule concession faite à la complexité des structures internes de la classe ouvrière a résidé dans la reconnaissance de l'existence d'une certaine "aristocratie ouvrière" que, d'après Lénine on considérait comme nécessairement vouée au réformisme. Situation d'autant plus paradoxale que c'est précisément dans cette frange ouvrière qu'à partir de 1936, se recrutait l'essentiel des cadres communistes

ouvriers. J'avais eu l'occasion, il y a quelques années, de critiquer certaines formes d'action ouvrière aboutissant en pratique à défendre les positions économiques des groupes capitalistes rétrogrades et d'utiliser à ce propos la formule de " poujadisme ouvrier"<sup>1</sup>. Dans un ouvrage récent deux des théoriciens les plus influents du Parti communiste français, critiquent cette formulation de la façon suivante :

" Ainsi voyons-nous s'approfondir et se préciser la situation absolument originale de la classe ouvrière a l'intérieur du monde capitaliste : à la différence des classes moyennes traditionnelles, elle n'a rien à défendre qui soit son bien propre, son domaine, son avoir ; elle n'a pas le choix entre une action de caractère poujadiste, c'est-à-dire la revendication illusoire d'un retour à une meilleure situation passée, et une action de caractère réellement révolutionnaire qui tient compte des nécessités de l'avenir. Une seule voie est ouverte devant elle, celle du progrès. Ainsi mesure-t-on l'erreur ... ". Tout marxiste ne peut évidemment qu'être d'accord avec la formulation générale utilisée par ces auteurs pour définir le rôle particulier joué par la classe ouvrière globale dans l'histoire de la société. Mais on remarquera que cette formulation amène tout simplement les auteurs à conclure qu'il ne peut y avoir ni erreur, ni déviation dans une fraction quelconque du mouvement ouvrier au cours des épisodes de la lutte des classes. Celle-ci nous montre pourtant en permanence l'exemple des luttes menées par un groupe social pour des intérêts qui ne sont pas les siens propres. On aboutirait ici à la conclusion que la classe ouvrière, voire une fraction de la classe ouvrière, ne peut à certains moments et dans certaines conjonctures développer une action objectivement contraire à ses intérêts généraux.

La décomposition de la tradition théorique social-démocrate, définitivement acquise après l'écrasement de la social démocratie allemande et autrichienne par le nazisme, le subjectivisme stalinien de l'autre, ont ainsi laissé le marxisme désarmé devant les réponses à apporter à l'évolution de la classe ouvrière dans les sociétés industriellement avancées. De même que le marxisme a cessé d'être utilisé comme instrument d'analyse et de connaissances des sociétés où il a été institutionnalisé, de même il a cessé d'être utilisé pour l'étude de la principale classe sur laquelle il appuyait sa volonté transformatrice. Marx et Engels avaient souvent insisté sur le fait qu'il était de la " nature du mode bourgeois de production " de révolutionner sans arrêt les instruments de la production, les techniques de la production et la nature même de celles-ci. Et que ces modifications de l'organisation du travail, des rapports techniques de production avaient leurs répercussions sur le comportement et les caractéristiques de la classe ouvrière elle-même.

En dépit de cette mise en garde, les marxistes se sont pratiquement désintéressés de l'évolution interne du monde du travail de 1920 à 1940. La seule exception notable, celle des textes peu connus à l'époque d'Antonio Gramsci sur " Américanisme et Fordisme " ne fait que confirmer la règle. Cette carence du marxisme suffirait à elle seule à expliquer le succès des conceptions positivistes et empiriques, souvent d'origine américaine, dans la jeune science de la sociologie du travail. La conception positiviste de la sociologie du travail qui accorde le primat à la technologie sur les rapports de production et dissout les classes sociales en multiples fractions entre lesquelles elle s'avère incapable d'établir des liens structurels, n'a pu s'imposer dans le monde occidental européen, où les conceptions marxistes étaient largement répandues dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle, et accompagnaient en quelque sorte le développement de la science sociologique qu'en raison de l'incapacité manifestée par les marxistes eux-mêmes à

---

<sup>1</sup> *1- Les classes Sociales en France* de Maurice Bouvier-Agam et Gilbert Mury, Éditions Sociales 1964.

intégrer les mutations des processus techniques de production dans les conflits inhérents au mode capitaliste de production.

Mieux, il est certain que de nos jours, les tendances positivistes de la sociologie du travail tendent à se faire jour dans les pays socialistes eux-mêmes où elles semblent répondre aux besoins immédiats et empiriques des organisateurs de la production comme elles répondraient aux besoins de la couche managériale dans la société américaine. Alors que le marxisme officiel ignore la sociologie du travail, hier encore considérée en Union Soviétique comme une "science bourgeoise", une nouvelle génération de chercheurs se rue sur les acquis supposés ou réels, de la sociologie ou de la psychosociologie positiviste qui a du moins, leur semble-t-il, le mérite de partir des problèmes réels du monde du travail.

Réintégrer la méthode dialectique marxiste dans la sociologie du travail réinventer les acquisitions de celle-ci à la lumière des conceptions marxistes est une tâche de première importance pour le sociologue marxiste dans les sociétés industrielles hautement développées.

### *Existe-t-il une aliénation technologique ?*

Marx considérait le développement des processus de parcellisation du travail comme une des caractéristiques essentielles de la production capitaliste. Mais, en même temps qu'à travers ses descriptions de la perte de l'autonomie professionnelle ouvrière dans la grande industrie, il s'avérait le premier sociologue du travail de son époque, il considérait qu'en libérant la profession ouvrière des rites et des mystères par lesquels se transmettait le " savoir-faire " des compagnons du moyen-âge, la condition ouvrière gagnait en clarté. Dans son esprit, l'image du prolétaire, qui n'a "à perdre que ses chaînes " est liée, non seulement à la perte de l'initiative économique de l'ouvrier, mais aussi, précisément à la perte de cette autonomie professionnelle, « le voile des secrets professionnels qui dérobaient au regard des hommes le fondement matériel de leur vie, la production sociale, commença à être soulevé durant l'époque manufacturière et fut entièrement déchiré à l'avènement de la grande industrie. Son principe qui est de considérer chaque procédé en lui-même et de l'analyser dans ses mouvements constituants indépendamment de leur exécution par la force musculaire ou l'attitude manuelle de l'homme créa la science toute nouvelle de la technologie..." écrivait Marx dans *Le Capital* (Éditions Sociales, Livre 1, Chapitre 9).

En effet avec la disparition de l'autonomie professionnelle ouvrière, le producteur se voyait dépossédé de la seule propriété que lui avait laissé jusqu'ici l'usine capitaliste, la propriété de son métier. La disparition de la vieille couche des ouvriers professionnels polyvalents sera lente ; dans les pays latins notamment, la résistance des vieilles structures urbaines, déjà fortement développées au moyen-âge, le long maintien de la prééminence économique et politique d'une petite bourgeoisie ayant comme intérêt objectif de freiner le processus de concentration, retardera de plusieurs décades l'application généralisée des processus technologiques déjà fortement développés dans les pays anglo-saxons et aux Etats-Unis. Marx n'avait pas tort de considérer que la couche archaïque des ouvriers professionnels, bien qu'elle eut été à l'origine des premières formes de l'organisation ouvrière, situait sa résistance au capitalisme sur un plan qui n'était guère éloigné de celle des artisans, des petits bourgeois, attachés à des modes de production pré-capitaliste. Il était nécessaire, selon lui, que fût brisé le dernier lien qui conservait à la production son caractère individuel, pour que la classe ouvrière puisse se constituer pleinement en classe autonome. On sait que ce fut là l'une des bases essentielles de la polémique entre Marx et les socialistes français, notamment Proudhon. Ici comme ailleurs Marx avec son sens profond du devenir avait souvent anticipé sur les conditions d'ensemble de la production de son époque. Et l'un des éléments essentiels de l'extraordinaire succès du marxisme à partir de 1880 tient sans doute à son caractère

prévisionnel. Proudhon, en 1860, était infiniment plus près que Marx de la réalité objective de l'industrie de son époque, mais faute d'avoir prévu le développement du capitalisme industriel et de ses procédés technologiques, il était condamné à perdre toute influence dans les années à venir.

Cependant la formation des grandes masses ouvrières semi qualifiées exerçant une activité dans laquelle le travail créateur se trouve réduit à l'état de marchandise non seulement économique mais encore dans le processus technique lui-même, a eu d'autres conséquences sur l'évolution du mouvement ouvrier que celles que Marx avait d'abord envisagées. Certes, dans un premier temps l'homogénéisation brutale de la classe ouvrière, la disparition de l'initiative professionnelle et de l'individualisation du travail a largement contribué à la formation d'une conscience de classe ouvrière tendant à modifier fondamentalement le caractère des rapports de production. Mais la résistance même du prolétariat, le développement de l'organisation politique et syndicale de la classe ouvrière comme aussi l'exacerbation de la concurrence, y compris technologique entre capitalistes, a conduit le système à toute une série d'aménagements tendant à éviter cette « accumulation de la misère à un pôle » que prévoyait l'auteur du *Capital*. Aujourd'hui, les théoriciens les plus dogmatiques du mouvement ouvrier sont à peu près d'accord pour admettre qu'il n'y a pas eu, ou plus exactement, qu'il n'y plus dans les pays capitalistes avancés de " paupérisation absolue" de la classe ouvrière. Voulant à toute force éviter que celle-ci ne pose les problèmes d'ensemble de l'organisation de la production de la société, le capitalisme plus ou moins consciemment a *détourné de la sphère de production vers la sphère privée, vers la sphère de consommation*, les revendications ouvrières. En même temps que la généralisation des procédés de parcellisation du travail, séparant le producteur de sa production, se développait également la séparation entre l'homme au travail et l'homme privé. Entre le système d'organisation du travail, fondé sur la perte d'initiative ouvrière et l'évolution des revendications syndicales - la tendance des grandes organisations syndicales occidentales à se désintéresser de l'organisation du système de production lui-même pour se contenter d'obtenir des avantages de salaires utilisables dans la seule sphère de consommation -, il nous faut reconnaître une liaison dialectique étroite. L'ouvrier de l'époque de la mécanisation du travail ne cesse pas seulement, comme le prévoyait Marx, de se sentir un producteur individuel, mais arrive à cesser de se sentir comme producteur tout court. Cette tendance à abandonner les revendications portant sur la nature et le contenu de la production, pour se contenter des revendications réalisables dans une sphère de consommation elle-même déterminée et orientée par le mode de production capitaliste, n'est pas étrangère au développement des influences réformistes dans l'ensemble du mouvement ouvrier occidental - que l'influence prédominante appartienne aux organisations social-démocrates ou aux organisations communistes. De ce point de vue en effet, la pratique de la lutte sociale durant le second quart du 20<sup>e</sup> siècle n'a guère été différente en Angleterre et en France. " La lutte pour le beefsteaks ", c'est-à-dire la lutte pour l'obtention des moyens de consommation plus larges, mais insérés dans le cadre des besoins créés par l'industrie capitaliste elle-même, la pratique parlementariste et électoraliste dans l'action politique elle-même, était aussi répandue de l'un ou l'autre côté de la Manche. Certes, dans les organisations se réclamant du léninisme, la référence à la révolution globale n'a jamais cessé d'être maintenue. " Un jour il y aura pour tous du pain et des roses " mais cette référence tendait à devenir de plus en plus formelle. Il serait dangereux de considérer que le développement du dogmatisme et de l'opportunisme à l'intérieur du mouvement ouvrier occidental n'est que le produit des pratiques bureaucratiques de telle ou de telle direction, le triste héritage de la " trahison social-démocrate " ou " les conséquences négatives du culte de la personnalité ". En fait la bureaucratisation du mouvement ouvrier dans les pays occidentaux était la conséquence et non pas la cause d'une structure de la classe ouvrière, elle-même déterminée par un mode d'organisation technique de la production capitaliste. Il est

remarquable que les auteurs marxistes n'aient jamais relié les phénomènes de concentration économique et de bureaucratisation propres au capitalisme et le caractère de son organisation technique du travail. Lénine par exemple, considérait en 1923 que l'Union Soviétique avait tout à gagner à l'introduction du système de Taylor dans ses entreprises. Il voyait dans la création des grandes unités industrielles organisées sur le mode du travail à la chaîne l'avenir de l'industrie et croyait possible de concilier ce mode de production déshumanisant avec l'épanouissement de l'homme socialiste. Il lui semblait en effet qu'à partir du moment où la propriété des moyens de production et le pouvoir de décision dans l'organisation de la production avaient été rendus aux producteurs, le système d'organisation du travail pouvait demeurer identique à ce qu'il était dans l'organisation capitaliste la plus avancée. Certes, Lénine était à ce moment là préoccupé par le problème de la création de la grande industrie en Union Soviétique, base matérielle du socialisme et il était légitime qu'il recherche les modes de production apparemment les plus rentables, ceux qui pouvaient le plus rapidement sortir l'industrie russe de ses routines archaïques et de son improductivité proverbiale. Mais il n'est pas sans intérêt de noter que c'est presque au même moment que dans les pays capitalistes les plus avancés, du point de vue de la généralisation de la mécanisation du travail, des sociologues et des psychosociologues démontraient la fragilité des conceptions de Taylor et d'Henry Ford, même du strict point de vue de la rentabilité capitaliste. La célèbre expérience des Usines Hawthorne, menée par Elton Mayo, puis les expériences des dynamiciens du groupe démontraient que les producteurs, privés de l'initiative créatrice, tendaient à produire moins que le producteur à qui cette initiative était restituée. Certes, et il est curieux que peu de marxistes aient tenté de réfléchir sur cette contradiction, les mises en garde des sociologues du travail américains n'ont pas fondamentalement modifié l'organisation des rapports techniques de production dans la grande industrie américaine. Depuis maintenant 40 ans toutes les grandes entreprises de ce pays entretiennent en permanence des équipes de recherche sociologique et psychosociologique des travaux desquelles elles se désintéressent complètement, sauf pour en tirer quelques arguments de détail autour desquels on fait grand bruit, mais qui ne se différencient pas fondamentalement des procédés utilisés dans l'agriculture moderne pour augmenter le rendement en lait des vaches, ou la ponte des oeufs.

On peut se demander dans ces conditions si la résistance des dirigeants capitalistes à la restitution de l'initiative ouvrière, fût-ce dans le strict domaine de l'organisation technique de la production et fût-ce aux dépens de la productivité, ne répond pas à une conscience confuse de ce que la mécanisation et la parcellisation du travail sont en fin de compte, le système de production le plus adéquat au maintien du système de production capitaliste dans les entreprises. En un mot le capitalisme pour sauvegarder le fameux " pouvoir de décision des entrepreneurs " a besoin d'un système de production dans lequel le producteur est réduit à l'état d'objet, et il maintiendra ce système même si, du strict point de vue de la productivité, il apparaît aujourd'hui comme n'étant pas meilleur. Mais cette question en appelle d'autres qui me semblent fondamentales pour l'avenir du socialisme des pays occidentaux développés :

Premièrement : le socialisme en tant que système visant à la réalisation de tous les possibles de l'homme, est-il compatible avec un système d'organisation du travail qui sépare l'homme de son travail, le producteur de sa production, le cerveau de la main?

Deuxièmement : Une classe ouvrière entièrement formée à ce système de production, peut-elle concevoir et souhaiter la réalisation du socialisme à partir du moment où ces revendications élémentaires sont satisfaites et où les besoins sont orientés et contrôlés par le système capitaliste lui-même.

## *L'automation et ses possibles*

Fort heureusement il est dans la nature du système de production capitaliste de ne pas pouvoir freiner d'une manière continue le développement des forces productives.

L'introduction du travail à la chaîne et la standardisation de la production de masse n'a définitivement éliminé la production de qualité dans les pays européens que depuis la grande crise de 1929-31. Encore la guerre de 1939-45 a-t-elle enrayé les processus de modernisation. C'est ainsi - et compte tenu du décalage qui persiste toujours entre l'apparition des phénomènes et la prise de conscience de leur réalité - que l'on pouvait, encore il y a dix ans, considérer les phénomènes type du " travail en miettes ", déqualification de masse, accélération des cadences, parcellisation du travail, comme les aspects essentiels de l'évolution du travail ouvrier en Europe occidentale. En fait derrière la généralisation de la production de série qui gagnait progressivement toutes les branches industrielles, une technologie absolument révolutionnaire faisait son apparition. L'automation, véritable négation dialectique de la parcellisation du travail, s'est développée à toute allure dans les industries avancées, celles ayant pour objet le traitement de nouvelles matières ou l'utilisation des nouvelles découvertes scientifiques : pétrole et pétrochimie, chimie de synthèse, énergie électrique, télécommunications. Entre 1950-56 les exigences de l'effort d'expansion économique réalisé par tous les pays européens, la nécessité de compenser par un accroissement de la productivité les hausses spectaculaires des matières premières engendrées par la guerre froide, la difficulté de trouver dans les pays occidentaux une main d'oeuvre suffisante, enfin le souci d'utiliser concurremment avec les USA, les découvertes scientifiques et techniques réalisées au cours de la guerre, principalement aux USA, amenèrent l'industrie européenne à renouveler largement son appareil de production et à introduire les procédés automatisés dans la plupart des branches industrielles : sidérurgie, industrie automobile, chemins de fers, textile, produits alimentaires, etc. Enfin, et c'est même un secteur où la progression fut particulièrement rapide, le travail de bureau lui-même s'est vu rapidement transformé par l'introduction des cerveaux électroniques, ordinateurs, etc. Cette pénétration générale de la nouvelle technique dans des secteurs aussi différenciés que ceux de la production, de la distribution, du transport et des services renouvelle de façon décisive la notion même de classe ouvrière. Jusqu'à la spécialisation comprise, la distinction entre travail productif et travail improductif restait relativement facile. Certes, elle tendait de plus en plus à se séparer des notions du travail manuel ou intellectuel auxquelles elle avait tendance à se superposer au début de l'ère industrielle, pour prendre un caractère plus théorique, plus économique.

Il ne reste pas moins que la notion de rendement, de productivité était liée inexorablement à un processus de création de valeurs matérielles, de production d'objets. Le salaire aux pièces, y compris sous sa forme complexe de salaire au rendement, maintenait l'illusion du travail individuel, donc du prélèvement individuel de la plus value. Dans l'industrie automatisée, la nature du travail ouvrier se modifie totalement. On parle plus volontiers de surveillant ou d'opérateur que de producteur proprement dit. La logique finale de l'automation élimine, semble-t-il, l'homme du stade de la production des objets. Ceux-ci sont produits par d'autres objets qui sont capables par eux-mêmes de se rectifier, de corriger leurs propres imperfections, voire de se reproduire. Dans cet ensemble auto régulé l'homme n'est plus qu'un démiurge lointain qui invente les mécanismes de production et leur trace les cadres dans lesquels ils exerceront leurs activités autonomes. Dans ces conditions l'intervention de l'homme se trouve de plus en plus reléguée à l'aval et à l'amont du processus

productif proprement dit. C'est dans le domaine de la création intellectuelle, de l'invention d'une part, du contrôle de l'autre que s'inscrit son domaine. De même on ne peut plus parler du travail individuel. L'ouvrier de l'automation est un ouvrier professionnel et polyvalent collectif.

Mais le développement de l'automation n'est possible que dans un cadre économique donné : celui d'une extraordinaire concentration de moyens financiers et celui d'une organisation plus rationnelle du marché.

Il est en effet évident que l'implantation de mécanismes productifs aussi complexes nécessite des moyens d'investissements que seuls de grands organismes économiques (monopoles ou États) sont en mesure d'assurer. Il est clair que l'amortissement de tels investissements ne peut être assuré que dans la perspective d'une production illimitée, d'une expansion économique constante, donc d'un marché sans cesse élargi.

Tout le développement capitaliste s'opère en effet dans le cadre des lois de la composition organique du capital - c'est-à-dire du rapport entre capital constant (la partie du capital qui ne change pas de valeur au cours du processus de production) et le capital variable (celui qui, investi sous forme de salaire, reproduit " et son propre équivalent et de plus un excédent " pour reprendre la formule de Marx lui-même).

L'introduction de l'automation a pour conséquence de modifier de façon décisive et irréversible la composition organique du capital. Dans l'industrie manufacturière, les immobilisations représentent une fraction très légère du capital, le capital variable une part importante. A ce stade, où le taux de profit par rapport au capital investi est, de ce fait, considérable, l'industriel peut subir sans trop de peine les aléas du marché. Cette situation a commencé à se modifier avec l'apparition des machines-outils. Cependant à l'heure actuelle l'industrie mécanique utilise encore 15 à 25 % du capital circulant de l'entreprise au versement des salaires, primes et charges sociales ; l'industrie hautement automatisée (pétrole, chimie) ne consacre guère que 4 à 5 %. Les frais fixes par contre y atteignent souvent 40 à 60 %. L'augmentation constante des frais fixes de production, aggravée par le rythme de plus en plus rapide des innovations techniques engendrant le processus d'usure morale de l'outillage rend les entreprises infiniment plus vulnérables aux moindres variations du marché. L'importance des immobilisations et la baisse constante du taux du profit rendent infiniment plus considérables que par le passé les conséquences d'un ralentissement de production dans n'importe quelle entreprise.

L'activité économique ne peut plus se poursuivre dans les cadres du libéralisme classique. L'autorégulation du marché libre s'avère insuffisante à assurer le développement de la production. L'industrie moderne a alors recours à deux principales ressources : premièrement le recours à l'État comme instrument régulateur et comme principal financier : d'où l'introduction des mécanismes de planification qui, sous une forme ou sous une autre, se développent dans tous les pays capitalistes ; deuxièmement l'organisation de la consommation : ce n'est plus, dans le monde moderne, le produit qui va à la recherche de son acheteur mais celui-ci qui conditionné par la publicité est amené au produit. La société industrielle est une société de consommation forcée et orientée. Là encore l'État est amené à intervenir comme protecteur de l'industrie : les énormes dépenses des fonds d'équipement routier sont nécessaires à la survie de l'industrie automobile.

Mais cette société de consommation, sans cesse à la recherche de la création de nouveaux besoins, ne peut sans mettre profondément en question son équilibre économique et social, procéder à des pauses durables. D'où le développement des tendances inflationnistes qui apparaissent comme une donnée quasi permanente du capitalisme d'organisation.

En un mot le capitalisme d'organisation réalise au degré maximum la contradiction fondamentale déjà analysée par Marx : contradiction entre la socialisation sans cesse accrue

des forces productives et le caractère privé de la propriété des moyens de production et d'échange. En ce sens, le recours fait par le capitalisme d'organisation à des techniques socialistes, apparaît moins comme un renforcement des structures internes que comme le fruit du compromis qu'il est obligé de passer avec les exigences du développement des forces productives. L'équilibre du capitalisme d'organisation ne peut ainsi être assuré que dans la mesure où il réussit à s'assurer le concours volontaire des classes contribuant à la production. En un mot, les contradictions objectives de sa structure sont telles qu'elles rendent infiniment plus dangereuse que par le passé l'existence de forces oppositionnelles contestant la nature des rapports de production.

### *La nouvelle classe ouvrière est-elle révolutionnaire?*

Il est donc de première importance de déterminer si la fraction de la classe ouvrière liée au processus le plus avancé du développement économique représente une virtualité révolutionnaire ou au contraire un facteur d'intégration dans le système du capitalisme d'organisation. Après avoir nié pendant toute une période l'existence de " ces couches nouvelles " de la classe ouvrière ou les avoir rejetées au rang de l'aristocratie ouvrière traditionnelle, les dirigeants communistes d'Europe occidentale ont fini par admettre la possibilité de faire jouer à ces couches un certain rôle dans le mouvement ouvrier. Pourtant les derniers écrits se rapportant à cette question dans la sphère du soi-disant " marxisme orthodoxe " montrent que celui-ci continue de refuser de les considérer complètement comme une fraction développée et intégrante de la classe ouvrière : " On peut raisonner à l'infini sur le problème des fameuses couches nouvelles : quelle que soit leur importance intrinsèque ces problèmes ne sauraient fournir l'axe d'une politique socialiste. Pour ne pas aller à l'aventure on mettra au premier plan ce qui est effectivement l'essentiel : la lutte entre les propriétaires de moyens de production et les producteurs, les salariés qui ne possèdent rien d'autre que leur force de travail ". Dans ce texte, le dernier qu'il ait écrit avant sa mort, le président du Parti communiste français, Mr. Maurice Thorez, assimilait arbitrairement la nouvelle classe ouvrière aux " nouvelles couches moyennes " dont il faisait à juste titre remarquer qu'elles comportaient à la fois des éléments liés au processus de production, donc objectivement liés au sort de la classe ouvrière et des éléments parasites, objectivement liés au sort des classes exploiteuses. Mais l'on se demande pourquoi réintroduire alors dans le débat cette notion foncièrement anti-scientifique de "classe moyenne" que le marxisme a toujours récusée. En réalité, la réticence manifestée à l'égard des couches nouvelles de la classe ouvrière, techniciens, chercheurs et ouvriers qualifiés des entreprises automatisées ne fait que refléter l'incapacité des organisations ouvrières traditionnelles à adapter leur action aux formes d'organisation nouvelles du capitalisme et à élaborer une stratégie offensive de passage au socialisme dans les pays économiquement développés.

### *La nouvelle classe ouvrière est-elle révolutionnaire?*

Si l'on entend par là qu'elle possède une conscience révolutionnaire au sens classique du terme, se traduisant par la volonté de s'emparer d'abord du pouvoir politique par n'importe quel moyen et quel qu'en soit le prix, puis seulement dans une phase ultérieure d'organiser la société d'une façon nouvelle, alors il est incontestable que la nouvelle classe ouvrière *n'est pas* révolutionnaire. Elle ne l'est pas dans ces conditions parce qu'elle pose deux conditions préalables à la transformation des structures existantes ; la première est que la transformation des structures économiques, politiques et sociales, ne peut pas se faire au prix de la destruction de l'appareil de la production existant, voire de son affaiblissement sérieux - " la machine est trop chère pour qu'on la casse "

Deuxièmement, parce que, d'une part elle a enregistré les conséquences négatives d'une prise politique du pouvoir qui ne s'accompagnerait pas immédiatement d'une transformation des structures sociales, de la hiérarchie de la société ; d'autre part parce qu'elle se sent en mesure de conquérir d'ores et déjà des éléments de réalisation de ses nouveaux rapports sociaux, elle a tendance à poser comme préalable au mot d'ordre " il faut prendre le pouvoir ", la question " pour quoi en faire? ".

Mais si l'on entend par " révolutionnaire " le souci de modifier fondamentalement les rapports sociaux existants, alors les conditions objectives dans lesquelles agit et travaille la nouvelle classe ouvrière font d'elle par excellence l'avant-garde du mouvement révolutionnaire et socialiste. En effet, plus se développe l'importance des secteurs de recherche, de création et de surveillance, plus le travail humain se concentre dans la préparation et l'organisation de la production, plus s'accroît le sens de l'initiative et des responsabilités, en un mot, plus l'ouvrier moderne reconquiert, au niveau collectif, l'autonomie professionnelle qu'il avait perdue dans la phase de mécanisation du travail, plus les tendances des revendications gestionnaires se développent. Les conditions modernes de la production offrent aujourd'hui les possibilités objectives du développement de l'autogestion généralisée de la production et de l'économie par ceux qui en portent le poids. Mais ces possibilités se heurtent à la fois aux structures capitalistes des rapports de production (et à ses critères de rentabilité fondés sur le profit à court terme des propriétaires) et à la structure techno-bureaucratique des entreprises qui apparaît de plus en plus comme un frein au développement harmonieux des possibilités productives de celles-ci. Les récents conflits sociaux qui se sont développés au cours de ces dernières années dans le monde occidental ont tous démontré que les secteurs avancés de la classe ouvrière ne se contentaient plus de poser des revendications salariales, mais étaient amenés à entrer en conflit avec la structure techno-bureaucratique des directions de l'économie, dans la mesure où celle-ci n'apparaît plus justifiée par les exigences du développement technique et économique, mais apparaissait au contraire comme une survivance destinée à protéger le statut privilégié des hiérarchies existantes. L'évolution du mouvement syndical d'Europe occidentale reflète les caractères nouveaux de cette prise de conscience : un peu partout c'est l'évolution des secteurs industriels où prédomine la nouvelle classe ouvrière qui tend à infléchir vers une mise en question fondamentale du système de production capitaliste, l'activité d'organisations syndicales, jusqu'ici caractérisée par une action purement réformiste, qu'il s'agisse des syndicats des techniciens ou de ceux des produits chimiques, de ces nouveaux syndicats, des dessinateurs industriels dont l'évolution a fait basculer à gauche la direction des Trade Unions britanniques, qu'il s'agisse des syndicats allemands de la chimie, ou de l'automobile, qu'il s'agisse des syndicats belges du gaz et de l'électricité ou de la chimie et la pétrochimie, qu'il s'agisse enfin en France des fédérations ou des industries chimiques des techniciens du pétrole ou de la métallurgie, d'organisations réformistes comme la CFTC et FO [Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CISC) Confédération Générale du Travail Force Ouvrière (CISL)]. Précisément parce qu'elle est placée au centre des mécanismes les plus complexes du capitalisme d'organisation, la nouvelle classe ouvrière est amenée à réaliser plus vite que d'autres secteurs les contradictions inhérentes à ce système. Précisément parce que ses revendications élémentaires sont largement satisfaites, la nouvelle classe ouvrière est amenée à se poser d'autres problèmes qui ne peuvent trouver leur solution dans la sphère de la consommation. Sa situation objective la met ainsi à la fois en mesure de saisir les failles de l'organisation capitaliste moderne et d'accéder à une conscience d'un nouveau type d'organisation des rapports de production, seuls en mesure de satisfaire des besoins humains qui ne peuvent pas s'exprimer dans le cadre des structures actuelles. Son action tend à être fondamentalement contestatrice, non seulement du capitalisme, mais encore de toute formule technocratique de direction de l'économie. C'est le statut hiérarchique de l'industrie qui est

mis en question à chaque revendication partielle de nature gestionnaire. Il est vrai que jusqu'ici l'ensemble de ces revendications n'a pas été coordonné, ne constitue pas une ligne générale d'action susceptible de modifier le rapport des forces politiques au sein des sociétés occidentales. Mais cette situation tient d'avantage à l'incapacité du mouvement ouvrier organisé, de formuler une stratégie offensive, fondée sur la mise en avant des réformes de structure de caractère anti-capitaliste, qu'aux tentations de la nouvelle classe ouvrière de se laisser « intégrer » dans le système néo-capitaliste. En fait cette tentation, si elle existait, ne résisterait pas à l'approfondissement des contradictions du néo-capitalisme lui-même. La classe ouvrière moderne a intérêt, un intérêt immédiat, au développement technique ininterrompu et à ses conséquences : réduction substantielle du temps de travail, revalorisation professionnelle, possibilités de changement à l'intérieur de la sphère de production. Le capitalisme au contraire a tendance à freiner le développement des forces productives dans la mesure où le développement de celles-ci a pour résultat principal de faire baisser d'une manière continue le taux de profit, et où d'autre part ce développement inclut de plus en plus le recours à des instruments économiques de caractère socialiste dont le capitalisme n'est pas sûr de maîtriser les effets.

L'un des problèmes principaux qui se posent pour l'élaboration d'une stratégie offensive fondée sur les possibilités objectives d'action de la fraction la plus avancée de la classe ouvrière, réside évidemment dans la difficulté de coordonner les luttes de ce secteur avec celles des secteurs ouvriers liés à des activités plus traditionnelles. Bien que la nouvelle classe ouvrière voit ses effectifs s'accroître d'année en année et que sa place dans l'appareil de production lui confère une puissance logistique plus forte que celle que lui donnerait seulement son importance numérique, elle n'en constitue pas moins encore une minorité de la classe ouvrière et a fortiori de l'ensemble des couches populaires. Cependant les différents secteurs de la société ne sont pas isolés par des murailles de Chine. De même que l'industrie capitaliste la plus avancée a tendance à influencer les formes plus retardataires, de même le comportement de la classe ouvrière moderne influence celui des autres secteurs. Les revendications portant sur le contrôle de l'organisation de la production, sur la garantie de la sécurité d'emploi, sur le refus des méthodes bureaucratiques de direction de l'économie, n'ont pu aujourd'hui se généraliser que dans la mesure même où elles étaient d'abord apparues dans les secteurs avancés de l'industrie.

C'est le caractère global de l'économie de notre époque qui contribue à diffuser les tendances gestionnaires dans des secteurs où les conditions objectives du développement de ces tendances n'existent pas encore. Dans l'industrie moderne, nous avons vu par exemple qu'une stabilité relative de l'emploi tend à se développer. Ce nouveau type d'insertion de la classe ouvrière dans la société capitaliste entraîne et permet la création de nouveaux types de rapports d'échange, qui conditionnent à leur tour de nouveaux développements économiques. C'est ainsi qu'une partie importante de l'expansion économique française entre 1949 et 1955 a été assurée par les industries transformatrices productrices des biens de consommation nouveaux (automobiles, équipement électroménager, radio, télévision, équipement ménager en matière plastique, élargissement du marché textile par la production de textiles artificiels). Cette industrie de biens de consommation nouveaux a permis l'extension extraordinaire de l'industrie de biens d'équipement. Mais l'élargissement de la consommation de masse n'a été rendu possible que par l'extension extraordinaire du système de crédit. Or c'est seulement à partir de la stabilité d'emploi assurée par l'industrie moderne qu'une telle extension du crédit pouvait être conçue. Nous pourrions ainsi être amenés à dire que les orientations nouvelles de la consommation, fondées sur le crédit correspondaient essentiellement à la situation créée aux salaires des branches les plus avancées de l'économie. Or nous savons que le crédit, institutionnalisé par l'État lui-même, s'est rapidement étendu à toutes les couches de la population ouvrière (la plus importante) qui ne bénéficiait pas de la sécurité d'emploi dont

jouissaient les ouvriers des industries avancées.

En fait les effets économiques du système de crédit n'auraient pu jouer s'ils s'étaient limités à la petite fraction de la population jouissant de la sécurité d'emploi (fonctionnaires, techniciens et ouvriers des industries avancées).

Le résultat est qu'à l'heure actuelle, dans les industries où traditionnellement le mouvement ouvrier acceptait comme une donnée de fait l'instabilité d'emploi et organisait sa vie matérielle en tenant compte de cette situation, l'exigence de la sécurité d'emploi est devenue la revendication principale ; alors que les revendications d'augmentation de salaire passaient au deuxième plan. Cette exigence amène les organisations ouvrières à se préoccuper de la situation économique des entreprises et des secteurs dans lesquels travaille cette fraction ouvrière et à poser le problème de réformes de structures garantissant à l'ensemble de l'économie, et non à quelques branches privilégiées, la stabilité économique.

L'exemple des grandes luttes menées par le prolétariat des chantiers navals de Nantes et de St. Nazaire, posant comme revendication fondamentale la création d'industries de type nouveau (machines-outils) et exigeant que l'État prenne en charge la création de ces entreprises, les luttes des mineurs des bassins du centre et du sud-ouest de la France pour la mise en route d'un plan de développement économique régional brisant les tendances autarciques du capitalisme local, celles des ouvriers et des paysans bretons, sont autant d'exemples de ce qu'il n'est pas possible au capitalisme de limiter à quelques fractions de la population travailleuse les possibilités nouvelles, créées par le développement des forces productives dans les secteurs les plus avancés. La lutte des travailleurs des secteurs retardataires de l'économie, tend ainsi à rejoindre celle des travailleurs des secteurs avancés, et l'une comme l'autre mettent en évidence l'incapacité du système capitaliste à assurer le développement harmonieux des forces productives. Le constat de la faillite économique et technique du système capitaliste constitue ainsi, dans des conditions nouvelles du développement des forces productives, un point d'appui essentiel de l'action ouvrière.

### *Deux tactiques*

Herbert Marcuse a fait à ce colloque une analyse de la situation du mouvement ouvrier dans les pays occidentaux avancés qui se rapproche par toute une série de constatations de celles que je viens de faire, mais qui s'en différencie d'une manière fondamentale dans son interprétation et dans ses conclusions. L'importance de cette intervention n'a pas besoin d'être rappelée. Tout le monde a compris qu'Herbert Marcuse développait ici les thèses théoriques les plus sérieuses qui aient jusqu'ici été avancées par ceux des marxistes qui, dans le conflit théorique entre Chinois et Russes, accordent leur préférence aux thèses de Mao-Tsé-Toung. Je pense qu'il était utile qu'un tel exposé soit fait ici avec l'honnêteté politique et scientifique qui caractérise Herbert Marcuse et débarrassé de la logomachie partisane et souvent hypocrite dont sont encombrés les textes chinois.

Lucien Goldmann et Henri Lefebvre ont tous deux à ce même colloque indiqué qu'ils ne considéraient pas l'interprétation de Marcuse comme fondée en ce qui concerne les pays européens ; mais ils laissaient entendre que cette analyse pouvait exprimer valablement la réalité sociale américaine. Herbert Marcuse, d'autre part, appuie très fortement sa démonstration sur le fait que, les États-unis étant plus avancés économiquement que les États capitalistes européens, la généralisation des phénomènes qu'il dénonce en Europe occidentale ne saurait tarder. Je me permettrai de contester doublement ce point de vue de Marcuse, d'un point de vue strictement méthodologique, m'avouant incapable de le critiquer du point de vue d'une connaissance de la société américaine.

Premièrement : Herbert Marcuse me permettra de discuter ce rôle précurseur qu'il

attribue aux USA, en m'appuyant sur la série de cours qu'il avait donnés, il y a deux ans, à l'École des Hautes Études à Paris. Analysant la nature du régime gaulliste en France, Marcuse constatait, à ce moment là, que bien que l'appareil de production américain soit infiniment plus développé que celui des pays de l'Europe occidentale, c'est dans ces pays, et particulièrement en France que ce qu'il nomme, d'une formule heureuse, " le capitalisme d'organisation " avait atteint son niveau maximum d'institutionnalisation et manifesté ses caractéristiques les plus avancées. Marcuse retrouvait ici la célèbre remarque d'Engels sur la France, " ce pays où les luttes de classes affirment toujours leurs contours de façon la plus achevée et où elles donnent lieu aux structures politiques les plus nettes ".

De fait, l'observateur français ne peut qu'être frappé de constater la timidité avec laquelle les théoriciens " libéraux " du genre Galbraith, formulent des thèses qui en France sont aujourd'hui acceptées par les éléments les plus rétrogrades du capitalisme. Les tendances fascisantes qui se développent à l'heure actuelle aux États-Unis autour du phénomène Goldwater et qui semblent le produit de la conjonction des éléments racistes du sud, menacés dans leurs privilèges par les progrès de l'intégration raciale et des éléments les plus archaïques du capitalisme américain craignant de voir se renforcer l'emprise du capitalisme d'État ne m'apparaissent pas, par rapport à l'Europe occidentale, un phénomène d'avant garde, mais la réédition à une échelle dix fois plus vaste des conflits que nous avons connus en France avec la guerre d'Algérie et le mouvement poujadiste, c'est-à-dire la réaction désespérée des éléments archaïques de la société française contre la mise en place du capitalisme d'organisation. Je ne chercherai pas ici les causes de ce retard de la conscience américaine par rapport à la base économique, mais tout confirme l'impression que du point de vue de la mise en place des structures du capitalisme d'organisation les USA se sont, depuis quelques années seulement, engagés dans la voie que l'Europe occidentale a suivie à partir de 1945. Si cette hypothèse est juste, et Marcuse du moins semble l'accepter, nous sommes sans doute mieux placés que lui pour analyser les contradictions du capitalisme d'organisation.

Deuxièmement je ne peux être que frappé par le fait que Marcuse appuie ses conclusions concernant le niveau d'intégration volontaire de la classe ouvrière américaine au capitalisme l'organisation sur les travaux de cette sociologie positive empirique américaine dont lui et moi sommes d'accord dénoncer les insuffisances. C'est ainsi par exemple qu'en France même, l'expérience sur le terrain nous a maintes fois démontré qu'une certaine technique d'enquête, fondée sur l'accumulations des questionnaires et des interviews individuelles, aboutissait, aux termes d'une interprétation grossière, à des résultats qui se trouvaient démentis par une analyse plus fine, utilisant les techniques du groupe et le non-directivisme. Spontanément en effet, les questionnés et interviewés ont tendance à répondre dans le sens de ce qui leur a été demandé ou dans le sens de ce qui leur est suggéré par le conditionnement social extérieur. La majorité des réponses va toujours dans le sens de l'acceptation des thèmes idéologiques dominants, alors que, très peu de temps après l'enquête, l'explosion de tel ou tel mouvement social prouvera que ce conformisme ne correspondait nullement aux motivations réelles des interviewés. Dans les conditions où opère la sociologie du travail américaine, il est peu probable qu'elle puisse nous donner des informations satisfaisantes sur le niveau d'acceptation ou de non-acceptation du capitalisme d'organisation par la dite classe ouvrière. Le tableau de la sociologie américaine nous laisse apparaître, plus encore qu'en France, l'absence d'une sociologie marxiste appliquée à l'étude concrète de la société américaine. Entre les sociologues empiriques intégrés au système, et qui bon gré mal gré, participent à la fabrication de l'idéologie du capitalisme d'organisation et les sociologues du refus, confinés dans leurs ghettos universitaires et coupés des réalités de la production américaine, il n'existe pas grand chose : d'où notre difficulté à savoir finalement quelque chose sur la réalité sociale américaine.

De même je constate que Marcuse utilise d'une façon non critique des concepts mis en

avant par des économistes bourgeois, alors que ceux-ci, moins que jamais, ne semblent correspondre à la réalité sociale de notre temps. Je pense ici à la référence faite par Marcuse au renforcement du secteur tertiaire par rapport à l'affaiblissement du secteur secondaire. Nous avons vu, et cela doit se voir beaucoup plus aux États-unis qu'en France, combien la terminologie de Collins Clark paraissait archaïque dans le cadre de l'industrie automatisée. Sans donc vouloir prononcer un jugement sur l'évolution réelle de la société américaine, je ne peux m'empêcher de contester les bases sur lesquelles Marcuse fonde son interprétation pessimiste. Je voudrais également revenir sur un des thèmes principaux de Marcuse, quant à la définition de " la principale classe révolutionnaire ". Pour Marcuse, qui partage ce point de vue, semble-t-il avec la plupart des marxistes américains et avec les marxistes chinois, la seule classe révolutionnaire virtuelle dans les pays capitalistes avancés, est le prolétariat d'origine émigrée ou les minorités raciales. Il est évident que la question ne se pose pas dans les mêmes termes aux USA où les minorités possèdent la citoyenneté américaine et en Europe occidentale où il s'agit d'éléments étrangers au pays dans lequel ils travaillent. Le point de vue de Marcuse a été en d'autre temps, développé en France, au moment de la guerre d'Algérie, par l'équipe groupée autour de J.P. Sartre et de Francis Jeanson : selon ces intellectuels, la possibilité du passage au socialisme en France passait par l'aggravation du conflit algérien et par le fait qu'il allait se transporter sur le territoire métropolitain, en raison de la présence d'une importante main d'oeuvre algérienne en France. Le prolétariat algérien armé était la force matérielle sur laquelle allaient s'appuyer les intellectuels de gauche, " seule couche nationale échappant à l'intégration au néo-capitalisme ".

Nous savons ce qu'il est advenu de ce rêve. Il semble en effet que l'évolution américaine laisse subsister une fraction importante de la population qui vit en dehors de la sphère de prospérité de *l'affluent-society*. Mais ce " peuple de l'abîme " pour reprendre l'image de Jack London dans le " Talon de fer ", ne représente dans le pays qu'une minorité, incapable en tant que telle de promouvoir un bouleversement global des structures sociales. Peut-être au bout du compte, la question noire se résoudra-t-elle aux États-unis par la création d'états noirs indépendants faisant sécession d'avec le gouvernement central, mais il ne s'agira là que d'une phase ultime des révolutions coloniales qui se sont déroulées sur l'ensemble des continents africain et asiatique.

En ce qui concerne le rôle de la main d'oeuvre immigrée dans les pays d'Europe occidentale, la situation se présente toutefois, et du fait même du succès des luttes nationales des peuples colonisés, d'une manière toute différente. En effet jusqu'à ces dernières années, l'entrée dans les pays européens développés de la main d'oeuvre en provenance des pays sous-développés d'Afrique, d'Asie et d'Europe méridionale, se faisait sous l'aspect d'une immigration individuelle. Les travailleurs immigrés, isolés à leur arrivée dans le pays, cherchaient à s'intégrer au mouvement ouvrier et syndical national et ceci d'autant plus que dans le cas des pays comme la France ou l'Angleterre la plupart de ces travailleurs, originaires des territoires coloniaux, se trouvaient assimilés à un statut de citoyen national

Depuis quelques années le capitalisme d'organisation a tendance à organiser d'une autre façon le transfert dont il a besoin : les transferts de main d'œuvre s'organisent maintenant dans le cadre d'accords d'État à État comme compensation de l'aide technique fournie par les pays développés à leurs anciennes colonies devenues indépendantes- Les travailleurs ainsi transférés continuent de dépendre, sur le sol du pays européen, de leur propre gouvernement et s'organisent à l'intérieur des mouvements contrôlés par ce gouvernement. La nécessité de l'aide technique et économique engendre en contrepartie le souci des gouvernements nouvellement indépendants d'interdire à leur main d'oeuvre immigrée la moindre collusion avec l'opposition ouvrière du pays dans lequel ils travaillent. Cette situation a certes d'abord existé avec des pays ex-coloniaux, maintenus dans le cadre d'un néo-colonialisme de fait. L'évolution des rapports franco-algériens, les récents accords qui viennent d'être conclus entre

le gouvernement français et le gouvernement Ben-Bella, prouvent que cette situation peut aussi bien se présenter pour un pays de tendances révolutionnaires. Mieux, depuis deux ans une délégation du patronat français, négocie avec le gouvernement chinois l'importation en France d'une main d'oeuvre chinoise, qui arrivera encadrée et contrôlée par ses propres organisations politiques et dont la sagesse sera la garantie du développement des liens économiques dont la Chine a besoin pour échapper au blocus dont elle est l'objet.

Ainsi la main d'oeuvre immigrée, loin de constituer une force révolutionnaire potentielle dans les pays capitalistes avancés, représente au contraire un moyen de pression économique et politique sur la classe ouvrière des pays d'accueil.

Le développement de l'immigration apparaît d'ailleurs depuis quelques années comme la solution que le capitalisme cherche à apporter aux contradictions qui lui sont posées par le développement des forces productives. En Europe occidentale comme aux États-Unis, c'est surtout la pénurie de main d'oeuvre qui a contraint le capitalisme à favoriser l'introduction de l'automatisation. D'ores et déjà dans les pays occidentaux, celle-ci n'est plus pour l'essentiel que le fait du secteur étatisé. La possibilité de profiter des difficultés économiques des pays nouvellement accédés à l'indépendance pour s'y procurer une main d'oeuvre à bon marché économiquement utilisable et politiquement inoffensive, ouvre au capitalisme des possibilités nouvelles pour freiner le développement technique des forces productives et les conséquences que celui-ci entraîne, tant du point de la baisse du profit que de l'affaiblissement des structures autonomes du capitalisme. On peut sans doute dire sans exagération que l'importation massive d'une main d'oeuvre immigrée encadrée organisée dans le cadre d'accords d'État à État, constitue à l'heure actuelle la principale source de faiblesse du mouvement ouvrier dans les pays avancés du monde occidental. Tant que le capitalisme disposera de ce réservoir de main d'oeuvre, il n'y aura pas de généralisation de l'automatisation, pas de réduction du temps de travail, pas de développement des revendications gestionnaires qui sont liées à l'accroissement des forces productives. Dans l'immédiat, il y a donc contradiction entre les intérêts de la classe ouvrière avancée et les perspectives du passage au socialisme dans les pays occidentaux avancés et les intérêts à court terme des pays ayant nouvellement accédé à l'indépendance. Cette contradiction ne saurait se résoudre qu'à un niveau supérieur, à partir du moment où le mouvement ouvrier exercerait une pression suffisamment forte pour porter à un niveau plus élevé une aide technique tendant à développer rapidement le potentiel économique de ces pays et du même coup à leur permettre d'utiliser pleinement leur main d'oeuvre excédentaire. Par contre, la politique actuelle des gouvernements de ces pays qui utilisent leur main d'oeuvre excédentaire comme monnaie d'échange en vue de l'obtention des moyens de trésorerie, va à l'encontre des intérêts du mouvement socialiste des pays d'Europe occidentale. C'est dans ces conditions, une vue de l'esprit plusieurs fois démentie par les faits que de voir dans la classe ouvrière immigrée la force d'avant garde sur laquelle pourrait s'appuyer une contestation de l'ordre établi.

Le débat que nous avons entamé lors de ce colloque n'a évidemment rien d'un débat académique. C'est probablement la première fois que sous la forme théorique et non plus sous une forme polémique vulgaire auront été esquissées les deux lignes stratégiques qui à l'heure actuelle tendent à restructurer la pensée socialiste internationale : celle qui, partant de l'analyse des contradictions du capitalisme d'organisation, cherche à dégager les perspectives d'une stratégie offensive fondée sur la conquête progressive des centres de décision économique et l'approfondissement, d'ores et déjà - c'est-à-dire dans le cadre même du capitalisme d'organisation - des revendications gestionnaires tendant à contester la structure bureaucratique et technocratique de celui-ci et, d'autre part, la ligne qui, considérant comme un fait irréversible " l'intégration volontaire de la majorité de la classe ouvrière des pays capitalistes avancés dans le capitalisme d'organisation ", reporte tous ses espoirs sur les pays sous-développés du tiers monde et les minorités des travailleurs de ces pays dans les pays

avancés.

Les perspectives du passage au socialisme dans les pays économiquement développés ne peuvent pas esquiver les problèmes qu'évoquait ici Henri Lefèbvre, celui des contradictions entre le secteur technocratique d'État et les managers de l'industrie privée à l'intérieur du capitalisme d'organisation et celui des rapports entre cette technocratie d'État et le mouvement socialiste, non seulement dans la phase de prééminence du capitalisme d'organisation, mais aussi dans celui de la première phase de la construction du socialisme. L'intérêt des rapports présentés ici par les théoriciens yougoslaves, notamment ceux de Vranitzki, de Militche et de Soupek réside précisément dans le fait qu'ils nous ont montré comment, dans la première phase du socialisme, l'existence des phénomènes technocratiques et bureaucratiques était inévitable et nécessaire, mais comment aussi le mouvement ouvrier devrait parallèlement mettre en place les organismes d'autogestion directe comme contrepoids des tendances technocratiques et pourquoi c'est en fin de compte du renforcement de ces organismes d'autogestion que dépendait le dépérissement des structures technobureaucratiques elles-mêmes liées à l'existence de l'État. Dans les pays capitalistes avancés, technocratie d'État et capitalisme d'organisation privé collaborent en se combattant. Dans la pratique, la technocratie d'État se trouve constamment placée en position ambivalente entre le capitalisme privé et les forces socialisées. Son sort étant lié à celui des développements des forces productives et non pas à celui de la propriété des moyens de production, elle est amenée à entrer en conflit avec le capitalisme privé, chaque fois que celui-ci a tendance à freiner le développement des forces productives. Par contre, elle a tendance à se rapprocher de celui-ci chaque fois que le mouvement ouvrier menace de mettre en question la structure hiérarchique des entreprises et de l'économie d'où la technocratie tire ses privilèges et son pouvoir. L'issue du conflit entre capitalisme et socialisme dans les pays économiquement développés dépend dans une large mesure de la possibilité d'une alliance durable entre la technocratie d'État et le mouvement ouvrier. Cependant la technocratie aura tendance dans cette phase à se subordonner le mouvement ouvrier lui-même et c'est pourquoi celui-ci ne peut attendre d'avoir conquis la totalité du pouvoir politique et économique pour mettre en place les organismes d'autogestion qui lui permettront au stade ultérieur de contrebalancer et finalement d'éliminer l'influence de la technocratie.

Loin par conséquent de dissoudre, comme le disait Marcuse, les contradictions, la phase du capitalisme d'organisation voit naître au contraire des contradictions nouvelles, contradictions dont le caractère particulier est qu'elles sont à la fois valables pour la dernière phase du système capitaliste et pour la première du socialisme, sous des formes naturellement différentes. A partir de cette analyse le mouvement ouvrier est évidemment amené à rejeter l'ancienne notion de programme minimum et de programme maximum. En fait le capitalisme d'organisation représente d'ores et déjà par lui-même une phase de compromis dans lequel il est possible au mouvement ouvrier de s'emparer d'une partie des forces économiques et je suis ici pleinement d'accord avec la comparaison que faisait Lucien Goldmann rappelant que lorsque la bourgeoisie française avait pris politiquement le pouvoir en 1789, elle s'était déjà emparée de l'essentiel du pouvoir économique.

Non seulement la phase du capitalisme d'organisation voit s'exacerber les contradictions internes propres au système capitaliste mais elle se manifeste aussi par l'aggravation des contradictions inter-impérialistes. Dans la phase où le capital financier régnait en maître absolu sur l'économie de divers grands pays capitalistes, les contradictions avaient tendance à s'estomper en raison de l'interpénétration des capitaux. Par contre le développement au sein du capitalisme d'organisation d'un secteur capitaliste d'État renforce les tendances concurrentielles et antagonistiques entre les diverses puissances impérialistes. Il est évident par exemple que c'est probablement parce que de tous les pays où s'est développé le

capitalisme d'organisation, la France a atteint le point le plus avancé que ce pays apparaît aujourd'hui au sein du monde occidental, comme le chef de file de la résistance aux projets d'hégémonie du capitalisme américain. Il est en effet certain que, bien que leurs intérêts économiques soient tout aussi antagonistes, les capitalistes allemands ou italiens restent beaucoup plus soumis au capitalisme américain et ce en raison du rôle plus faible joué dans ces pays par le secteur public et la technocratie d'État. Le développement des contradictions inter-impérialistes crée les conditions de nouveaux développements de la résistance des pays soumis jusqu'ici à l'hégémonie du plus puissant capitalisme mondial, notamment en Amérique latine. Ainsi sur le plan international comme dans chaque pays pris isolément le capitalisme d'organisation n'a pu surmonter un certain nombre de contradictions classiques du système capitaliste qu'en en créant de nouvelles.

L'importance de l'élaboration d'une stratégie nouvelle en vue de résoudre les problèmes du passage au socialisme des pays économiquement avancés apparaît d'autant plus grande que les contradictions du capitalisme d'organisation rendent ces virtualités plus grandes.

*Serge Mallet.- La nouvelle classe ouvrière et le socialisme.- Revue Internationale du Socialisme, N°8, [1965] – pp.161 à 184*